

Un soldat d'Erdogan à la tête du Conseil français du culte musulman !



An kara se rapproche toujours plus de l'Élysée. Le 1er juillet, date de renouvellement de la présidence du Conseil français du culte musulman (CFCM), Ahmet Ogras, un proche d'Erdogan, devrait arriver à la tête de cette organisation chargée de représenter les musulmans et d'organiser l'invasion de notre territoire par les mosquées et le halal.

Comment en est-on arrivé là ? Tout d'abord, un petit topo sur l'histoire de cette institution s'impose.

Le CFCM, fils prodige du Conseil de réflexion sur l'Islam de France de Mitterrand, est une instance mise en place en 2003 par Nicolas Sarkozy pour donner une tournure officielle à l'islamisation organisée de notre pays.

Ce véritable bras armé du djihad, déguisé en association loi 1901, voit se succéder à son chef, depuis sa création, Marocains et Algériens. Les batailles de clochers (non, de

minarets) internes, principalement entre ces deux communautés, ont eu raison de sa stabilité organisationnelle. Depuis 2012, la présidence est tournante et collégiale. Le dernier président en date, Anouar Kbibech (successeur de Dalil Boubakeur) devrait à partir de juillet reprendre exclusivement ses activités dans le privé, tout cadre chez SFR qu'il est.

Il revient au conseil d'administration d'élire le bureau exécutif, qui élira à son tour le président du CFCM (au fait, le vote n'est-il pas interdit en islam ? Pas très halal tout ça). Ce conseil est lui-même élu par des délégués des mosquées de France. Plus une mosquée est grande (en superficie), plus elle dispose de délégués. En théorie, le CFCM, grandement impliqué dans la construction de ces lieux, est en quelque sorte garant de sa propre présidence, certes de manière indirecte. Dans les faits, c'est la diaspora musulmane et en particulier l'assiduité des fidèles qui détermine l'érection et la taille des mosquées, donc le nombre et l'origine ethnique des délégués.

La présence sans cesse accrue de Turcs sur notre territoire, ainsi que leur maintien voire leur recentrage autour de leurs valeurs islamiques, explique donc sans problème la future élection d'Ogras, actuellement vice-président du CFCM. L'islamisme turc est fortement implanté en France, infiltré par le biais d'organisations secrètes et discrètes mais particulièrement solidaires entre elles. L'AKP, parti d'Erdogan, les contrôle notamment par le biais de la Milli Görüs, puissante structure islamiste.

Ahmet Ogras préside le Comité de coordination des musulmans turcs de France, sorte de pendant « francisé » (dans le nom uniquement) de la Milli Görüs. Il obéit au doigt et à l'œil à la moindre injonction du nouveau calife ottoman. Pour se faire une idée de ce personnage, présenté par nombre de journalocrates comme un « modéré », il a traité Manuel Valls de « malade » lorsque ce dernier a élu à la tête de la Fondation de l'islam de France Jean-Pierre Chevènement, visiblement un peu trop laïque à son goût.

C'est donc bien un agent du régime d'Ankara qui sera dès le 1er juillet à la tête de la plus importante organisation musulmane de France, blanchie, financée et hautement respectée par nos dirigeants abêtis. Au vu de la tournure que prend le régime politique en Turquie, il y a lieu de nourrir quelques craintes quant à la politique que mènera le CFCM. Cette dernière a déjà, en l'état, de quoi faire réfléchir. Rappelons entre autres exploits que le CFCM nie, par exemple, le droit à un musulman de changer de religion, l'apostasie étant passible, selon la charia, de la peine de mort.

Une fois n'est pas coutume, L'Express avait vu juste sur cette future élection :

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/erdogan-a-des-vues-sur-l-islam-de-france_1897847.html

Il se murmure toutefois que notre ministre de l'Intérieur Gérard Collomb cherche à trouver une issue un peu différente à ce dossier. Nous voilà sauvés !

Lou Mantely